

# Les supporters sur

Autrefois loués pour leur caractère bon enfant et leur pacifisme, les supporters de l'Olympique de Marseille font de plus en plus parler d'eux dans la rubrique des faits divers.

Est-ce le procès de trop? Santos Mirasiera et deux autres supporters marseillais comparaitront aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel de Lille pour violence en réunion. Il leur est reproché d'avoir tabassé un supporter nordiste du Paris Saint-Germain, à quelques heures du match entre le LOSC et l'OM, le 27 avril dernier. Pour le «Capo» des Ultras, l'enjeu est de taille. En Espagne, Santos risque trois ans et demi de prison pour les incidents violents qui ont émaillé le match aller de Ligue des champions entre l'Arletico de Madrid et l'Olympique de Marseille, le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette nouvelle affaire ne lui fait pas franchement une bonne publicité. Alors que le tout-Marseille – de la Mairie au club en passant par les joueurs et les médias locaux – a pris sa

défense lors de son incarcération dans les geôles ibériques, en le présentant comme une «bonne pâte», uniquement hâtée par la passion pour son club.

## Un procès capital

Son avocat en convieit. Si Alain Baduel minimise les événements survenus devant la gare de Lille-Flandres, il reconnaît que ce nouveau procès pourrait avoir une «implication sur le traitement de la condamnation» de son client en Espagne, sans savoir s'il aura un impact sur la décision en elle-même du Tribunal suprême de Madrid. Non, ce qui l'inquiète vraiment, c'est l'après. M<sup>r</sup> Baduel espère que Santos exécuta sa peine en France. Il n'exclut pas non plus de présenter une demande en grâce. «Dans ce contexte, l'audience de demain revêt une importance capitale», affirme-t-il.

Au-delà de la polémique sur les

faits du 27 avril – qui a provoqué qui? Le supporter du PSG a-t-il reçu des coups de poing ou deux gifles, comme le prétendent les trois Marseillais? – plusieurs questions méritent d'être posées. Que faisait Scotty Houziaux avec son maillot du PSG aux abords de la gare de Lille, alors que des centaines de Marseillais allaient y débarquer avant de se rendre au stade? N'était-il pas là pour provoquer les supporters de l'OM? Cette histoire aurait-elle eu un tel retentissement si elle n'avait pas impliqué Santos?

Après le soutien de toute sa ville, le «Capo» n'était-il pas tenu à une obligation d'exemplarité? N'aurait-il pas mieux valu qu'il reste chez lui regarder le match à la télé? Sur cette dernière question, Pape Diouf l'admettait le soir même. «La prudence aurait été pour lui de moins se déplacer parce qu'il peut être l'objet, ici ou là, de

quelques provocations et le piège peut se refermer sur lui», déclarait prudemment le président de l'OM.

## «J'ai rapidement compris que j'avais fait une connerie»

Une fois remis en liberté, Santos Mirasiera reconnaissait lui-même qu'il avait «pié les plombs» et «fait une connerie».

Marseille lui pardonnera-t-elle d'avoir perdu ses nerfs? Rien n'est moins sûr. En tout cas, ce nouveau procès, et l'autre à venir (lire page ci-contre) remet en cause le pacifisme des virages du Vélodrome autrefois tant loué par les médias et les politiques.

GEOFFREY DIRAT

## Les clubs de supporters

### ■ Commando Ultra 84

Un mythe, une foi, un combat  
Emplacement: virage Sud (bas)  
Membres: 4 500  
Créé en 1984, le groupe est l'un des pionniers du mouvement ultra à Marseille et en France. Leader dans les années 90, il est maintenant le 3<sup>e</sup> groupe en termes d'effectifs.

### ■ South Winners

Win for US  
Emplacement: virage Sud (haut)  
Membres: 5 500  
Le groupe naît en 1988 d'une scission avec les ultras. Rapidement, les Winners s'imposent comme les supporters les plus «chauds» du stade.

### ■ Fanatics Massilia

Marseillais avant tout  
Emplacement: virage Nord  
Membres: 2 500  
Les Fanatics sont nés en 1988 dans le virage Sud. Ils y formaient avec les ultras et Winners les «supporters phoéniens». Après des troubles internes et des tensions avec les autres groupes, ils déménagent au virage Nord.

### ■ Yankees

On craint dégué  
Emplacement: virage Nord (bas)  
Membres: 5 000  
Les Yankees des frères Tonini ont été créés en 1987.

### ■ Dodgers

Fierté, ferveur, fidélité  
Emplacement: virage Nord  
Membres: 3 000  
Issus d'une scission avec les Yankees, les Dodgers sont présents au stade depuis 1992.

### ■ MTP (Marseille Trop Puissant)

Y'a pas d'arrangements  
Emplacement: virage Nord  
Membres: 3 000  
Le dernier-né des clubs de supporters, c'est aussi celui qui a vu la croissance la plus rapide.

### ■ Club central des Supporters (CCS)

Emplacement: tout le stade  
Membres: 2 500  
Fondé en 1972 par Jacques Pélissier, c'est le plus ancien et le premier à organiser des déplacements à l'étranger.

### ■ Club des amis de l'OM

À vie, amis de l'OM  
Emplacement: tout le stade  
Membres: 3 500  
Club de supporters traditionnels. S'occupe plus des billetteries et des déplacements que de mettre l'ambiance.

MICHEL TACCOLA

# le banc des accusés



JOHN TUDMAN

## L'union dans la division

Le temps est à l'orage dans les travées du Vélodrome et derrière une union de façade, semblent se dessiner de profondes lignes de fractures. Selon un enquêteur spécialiste des questions de violence dans les stades, les travées du Vélodrome seraient agitées par des «querelles idéologiques, personnelles et financières».

### Une longue histoire de rivalités

Alors qu'au nord du pays on lorgnait du côté anglais, les premiers ultras s'organisent sur le mode des tifosi italiens, le Commando Ultra 84 était né. Les quelque 20 000 aficionados marseillais se répartissent entre les deux virages. Séparation territoriale symbolique entre le Nord et le Sud qui renvoie à la sociologie marseillaise et aussi à la guerre de sécession. Les membres des ultras du virage Sud utilisant au début de leur histoire les couleurs confédérées ont suscité une opposition dans le virage Nord créant les Yankees. Quasiement tous les autres groupes dits ultras sont des émanations de ces deux clubs de supporters.



JOHN TUDMAN

et l'union sacrée se brise en 1993. C'est dans ce mytique virage Sud que se cristallisent toutes les animosités et les querelles.

«Il y a une certaine continuité dans les rivalités qui durent depuis une vingtaine d'années», décrit Christian Bromberger, anthropologue à l'université de Provence et auteur de nombreux livres sur le phénomène des supporters. «Il y a toujours eu des bagarres. C'est une lutte pour l'hégémonie dans le virage Sud avec des enjeux matériels et symboliques. Ça a toujours été extrêmement tif car tout est exacerbé ici.» Si le milieu ultra reste soudé dans une omerta collective face à la presse, les divergences s'étaient

grâce au confort anonyme que fournit le net. Loin de la fureur du stade, dans la quiétude des forums spécialisés, les déchirures se font jour.

### La gestion des abonnements dénoncée

La gestion des abonnements revient de manière récurrente comme une des causes de ce conflit souterrain. En effet, selon une lutte pour l'hégémonie dans le virage Sud avec des enjeux matériels et symboliques. Ça a toujours été extrêmement tif car tout est exacerbé ici.» Si le milieu ultra reste soudé dans une omerta collective face à la presse, les divergences s'étaient

le débat. Quand le club a tenté à plusieurs reprises de reprendre la main sur les billets, les dirigeants se sont retrouvés face à une très forte résistance des supporters. L'idea fut donc abandonnée et les présidents un peu trop réticents forcés à la démission. Dans cette masse d'individus et de groupes, il y a aussi un gros fond de rivalités personnelles. Ces organisations sont souvent composées de noyaux durs emmenés par des personnalités tranchées et charismatiques qui s'opposent à travers des groupes. Des questions qui nous emmènent loin, très loin du foot et de l'OM...

## Du PQ pour la commission

■ Une véritable pluie de rouleaux de papier-toilette s'est abattue sur le stade Vélodrome, le 17 mai, à l'occasion de la rencontre entre Marseille et Lyon. Dès l'entrée joueurs sur la pelouse, la cage de Steve Mandanda a été copieusement enrhumée de bleu et blanc par les supporters du virage Sud. À la 27<sup>e</sup> minute, alors qu'un penalty est sifflé contre l'OM, rebelle. Le gardien marseillais a d'ailleurs perdu trois bonnes minutes à nettoyer ses filets avant que Benzema ne convertisse le tir au but. Les jets de papier-toilette ont ensuite recommencé au début de la seconde période, sous les sifflets des autres spectateurs excédés. Résultat, l'OM doit une nouvelle fois passer devant la commission de discipline.

Cette année encore, les Olympiens risquent d'être lourdement sanctionnés par la Ligue professionnelle de football. Outre les sanctions financières, le club risque toujours un match à huis clos en raison d'usage d'engins pyrotechniques lors du match Lyon-OM le 14 décembre dernier. On en vient à se demander si certains supporters ne jouent pas contre leur camp.

## La guerre des travées

Stade Vélodrome, le 16 avril. L'OM n'a pas encore encaissé le premier but préalable à sa défaite en quart de finale de Coupe de l'UEFA contre le Chakhtar Donetsk que le virage Sud est déjà en pleine ébullition. De mémoire de Marseillais, on n'avait jamais vu ça. Près de 150 membres du club de supporters des South Winners (SW) défilent sur une poignée de leurs homologues de la Cosa Ultra (CU) placés en bas du virage Sud dans le but d'arracher la bache de la Cosa... Le mouvement de foule spectaculaire a détourné le match des spectateurs des tribunes Jean-Bouin et Ganay médiatisés et choqués par ce déferlement de violences.

### Six supporters en garde à vue pendant 48 heures

David Poggi, leader des Cosa Ultras aurait vu la tribune pour se réfugier sur la pelouse avant d'être interpellé par les stagiaires. Selon certains, il aurait été littéralement éjecté du virage... Le tout dans la passivité générale. Placé entre les SW et les CU, et donc au cœur de la rixe, le groupe de supporters du Commando Ultra, resté neutre, se serait quant à lui contenté de «laisser faire». Santos lui-même aurait refusé d'apporter son aide aux membres de la Cosa Ultra agres-

sés. Pour les membres de la Cosa, il aurait pu essayer d'appeler les South Winners à la raison en faisant une annonce au micro... Mais cela aurait-il été vraiment utile?

«Les violences ont duré plus de 13 minutes! Au yeux de tous: stadiers, police, gens du club... Personne n'a bougé une oreille», s'indigne M<sup>r</sup> Molina, avocat de l'un des victimes appartenant au club Cosa Ultra, souffrant de multiples contusions au visage, et encore durablement traumatisé par la sauvagerie de l'agression. La police quant à elle a réagi... plus de deux semaines plus tard, après expertise des bandes de vidéosurveillance du stade Vélodrome.

Les enquêteurs de Groupe de violence urbaine (GUV) de la sûreté départementale plaçaient le 7 mai six supporters en garde à vue durant 48 heures. Christophe Bourgoing, leader des Ultras a été remis en liberté à l'issue de son audition. Selon une source proche de l'enquête, celui-ci aurait «été mis au courant de la bagarre, mais on lui aurait conseillé de ne pas intervenir». Aucune suite judiciaire n'a été prévue à son encontre. Rachid Zeroual, son neveu Yousef, et Philippe Desroches (tous deux membres des South Winners), ainsi que David Poggi et Pascal Navarro (de Cosa Ultra) étaient quant à eux mis en examen pour violences en réunion avec circonstances aggravées. Ils ont été déferés au parquet de Marseille qui prenait la décision d'ouvrir une infor-

mation judiciaire. Alors que Philippe Desroches a été écroué durant trois semaines (il a été remis en liberté hier), visiblement à cause de ses antécédents, les quatre autres ont été placés sous contrôle judiciaire avec interdiction de stade en attente de leur jugement... qui n'interviendra pas avant quelques mois.

### Une guerre de territoire et de rapports de force

D'après les premiers éléments de l'enquête, un «vieux contentieux» opposant South Winners et Cosa Ultra se trouve être la cause de ces sanglants événements. «Une guerre de territoire et de rapports de forces», confie une source proche de l'enquête. Du côté des Cosa Ultra, on pointe du doigt les South Winners qui dans une logique «impérialiste», n'accepteraient pas la présence de groupes dissidents dans l'enceinte du virage Sud. Les South Winners, eux, accusent le leader de la Cosa Ultra d'avoir mis le feu aux poudres en multipliant les provocations au micro au début du match. Les deux groupes de supporters se renvoient la balle... M<sup>r</sup> Molina, lui, botte en touche: «Au-delà des responsabilités immédiates liées aux violences, il faut s'adresser aux dysfonctionnements liés à cette rencontre. Le club va devoir s'expliquer sur les conditions de sécurité.»

SANDRO PISCOPO

# Des billets contre des voix ?

Les places acquises par les collectivités locales serviraient à s'assurer de la fidélité de certains. Un système qui permettrait à beaucoup d'élus d'entretenir de bonnes relations.

Existerait-il des pratiques inavouables autour des billets des matches de l'Olympique de Marseille gracieusement distribués par les collectivités locales ? Des magistrats de la Chambre régionale des comptes (CRC) se sont penchés sur la question. Leurs conclusions ouvrent le débat.

Tout a commencé en octobre 2008 lorsque la CRC Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est intéressée aux relations entre l'OM et les collectivités. Selon les deux rapports publiés par les juges des comptes publics, les élus s'invitent gratuitement au stade Vélodrome grâce aux places achetées par le conseil général des Bouches-du-Rhône (CG13) — à majorité PS — et la ville de Marseille majoritairement UMP.

## 10% des places pour les associations

Les deux collectivités s'allouent un budget annuel pour acheter des billets pour toutes les rencontres disputées à Marseille. Pour la saison 2002/2003 par exemple, le Département en a acquis 28 724, soit une dépense de 533 125 euros. Selon le CG13, ces billets étaient destinés « aux associations sportives ou d'éducation populaire et prioritairement à celles réalisant des opérations d'insertion sociale par le sport ».

Une explication un peu vaineuse lorsque l'on sait que seules 2703 places ont finalement été offertes directement aux associations, soit moins de 10% du total. Pour la municipalité de Marseille aussi, les chiffres sont durs à avaler. Depuis 2000, elle achète 398 tickets, dont 18 en lotte pour chaque match disputé au Vélodrome.

Ici encore, la raison de cette dépense est justifiée par la distribution supposée des places « aux jeunes Marseillais, librement dési-



gnés par la Ville ». À peine 10% des billets ont cependant été redistribués aux minors des quartiers Nord. Au final, d'après la Chambre régionale des comptes, dans les deux cas, l'immense majorité des places achetées par les collectivités territoriales bénéficie principalement aux élus.

Après la publication de ces docu-

ments, le Département et la Ville ont réagi de manière différente.

## La Ville semble vouloir rectifier le tir

La municipalité, tout d'abord, semble vouloir rectifier le tir. Selon Richard Miron, l'adjoint au maire délégué au sport, les règles de distribution des places ont été

changées. « Nous faisons preuve de transparence. Le cabinet du maire répertorie les bénéficiaires des ces billets d'entrée pour le Vélodrome. Chacun d'entre eux n'a le droit qu'à deux places ». Pour autant, cet élu UMP, aussi conseiller général des Bouches-du-Rhône n'hésite pas à dénoncer l'opacité dans la distribution des places par le CG13 : « Les élus UMP comme moi bénéficient de quatre places chacun, admet-il. On sait pertinemment que les membres du PS et du PC s'en attribuent bien plus. »

que la face émergée de l'iceberg. Les places de l'OM seraient en fait une sorte de monnaie servant à entretenir les réseaux des uns et des autres. C'est du moins, ce que laisse entendre Richard Miron : « La manière dont les choses sont faites au département semble être en prise de clientélisme. »

## Répertorier les bénéficiaires des places

Ce n'est pas l'avis de René Malleville, le pittoresque membre du club de supporters des Dodgers. Ce conseiller d'arrondissement du deuxième secteur de Marseille estime que cette polémique n'a pas lieu d'être. « Le conseil général a des élus dans tous les secteurs. Ils servent de relais et c'est donc normal que ce soit eux qui distribuent les places aux associations sportives. » Reste que les billets, une fois transmis, demeurent en dehors de tout contrôle. La Chambre régionale des comptes réclame des engagements et « des règles précises pour la distribution des places ». Certes, les billets continueraient de profiter aux élus. Mais Jean-Noël Guérin, le président PS du CG13, a promis qu'il demanderait, à l'avenir, à tous les conseillers généraux de répertorier les bénéficiaires des places.

# L'avant-match sur le boulevard Michelet

« Cherchez pas des places ? Z'avez pas des places à vendre ? » Aux abords du stade Vélodrome, c'est la ritournelle qui précède chaque match à domicile de l'Olympique de Marseille. Seuls ou par groupes de deux ou trois, une bonne vingtaine de jeunes en jogging, la plupart casquette vissée sur la tête, arpentent de long en large le boulevard Michelet en abordant les passants.

## Les prix atteignent des sommets pour les rencontres prestigieuses

Les premiers cherchent à acheter des billets. Au prix le plus bas. Les seconds les revendent ensuite à ceux qui n'ont pas encore leur sésame. Lors du dernier match contre l'Olympique lyonnais, le prix d'achat d'une place en tribune Jean-Bouin (la plus chère) se négociait aux alentours de 80 euros, pour une revente à 130 euros. « C'est un match capital, il y a beaucoup de demandes, les prix ne baissent pas », affirmait l'un des revendeurs, sûr de son fait. À l'approche du coup

d'envoi, certains ont quand même pu négocier un petit rabais de trente euros.

Loi du marché oblige, ces tarifs sont bien moins élevés pour une rencontre de moindre envergure, comme un OM-Le Mans sans intérêt en plein mois de février. En revanche, ils atteignent des sommets pour le classique du championnat face au Paris Saint-Germain. On parlait de 250 euros pour un siège au bord du terrain.

Sur les terre-pleins, les transactions se déroulent à la va-vite, un peu à l'écart du flot des supporters, sous les yeux des « boss » de ce business. Comme de ceux des forces de police, d'ailleurs. Les liasses et les places changent vite de mains. Parfois pour le meilleur. Parfois pour le pire. Des vendeurs se sont ainsi retrouvés avec de faux billets de banque en poche. À l'inverse, des acheteurs se font parfois flouer. Ils s'en rendent compte à l'entrée du stade en se faisant refouler avec leurs faux billets photocopiés.

## Les places seraient une monnaie pour entretenir les réseaux

C'est aussi ce qu'affirme Georges, un supporter trentenaire. Il se rend gratuitement à tous les matches du Vélodrome grâce à son ami, conseiller général. « Chaque élu reçoit un certain nombre de places », affirme-t-il. Les socialistes en ont plus que les communistes qui en ont plus que ceux de l'UMP. Selon l'appartenance à tel ou tel parti politique, ou les liens privilégiés que l'élu entretient avec le président du conseil général, il dispose d'un certain nombre de places. L'enquête de la Chambre régionale des comptes ne serait donc